



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1999/275  
12 mars 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 12 MARS 1999, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE  
DE MACÉDOINE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 12 mars, que vous a adressée M. Aleksandar Dimitrov, Ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine, au sujet de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (voir annexe). Je vous saurais gré de bien vouloir en porter le contenu à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Naste CALOVSKI

ANNEXE

Lettre datée du 12 mars 1999, adressée au Secrétaire général  
par le Ministre des affaires étrangères de l'ex-République  
yougoslave de Macédoine

Permettez-moi de vous présenter mes compliments et de me référer à la réunion du Conseil de sécurité tenue le 25 février 1999, à l'issue de laquelle il a malheureusement été décidé de ne pas proroger le mandat de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) en République de Macédoine.

Avant de vous demander quelles sont vos vues sur cette question, je voudrais vous dire une fois de plus que le Gouvernement de la République de Macédoine considère que, jusqu'à présent, sa coopération avec la FORDEPRENU a été très réussie. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour vous remercier pour la persévérance avec laquelle vous avez essayé d'obtenir que le mandat de la FORDEPRENU soit prorogé. Je tiens à vous dire combien les Macédoniens vous sont reconnaissants de la fermeté de votre engagement sur cette question.

Comme vous l'avez souligné dans votre rapport du 12 février 1999 (S/1999/161), la paix et la stabilité dans l'ex-République yougoslave de Macédoine continuent d'être fortement tributaires de l'évolution de la situation dans d'autres parties de la région. Malheureusement, les raisons que j'ai exposées dans ma lettre du 29 janvier 1999 (S/1999/108), dans laquelle je demandais la prorogation du mandat, demeurent valables. Bien plus, la présence des Nations Unies dans la région est plus indispensable que jamais en raison de l'évolution de la situation au Kosovo et en République fédérale de Yougoslavie.

Dans ce contexte, j'ose espérer que, parallèlement aux initiatives que nous continuerons de prendre, ni vous ni le Conseil de sécurité ne relâcherez vos efforts pour assurer une présence internationale dans la région. Je suis convaincu que l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle important à cet égard. En ce moment, nous examinons sérieusement la possibilité de mettre en place un dispositif qui serait éventuellement dirigé par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais qui garderait un lien explicite avec l'ONU; il pourrait, par exemple, être avalisé ou noté avec gratitude par le Conseil de sécurité, ou recevoir un autre type de caution.

Toutes les suggestions que vous pourrez formuler quant aux moyens de remédier à la rupture de sécurité qui résulte de la non-prorogation du mandat de la FORDEPRENU seront hautement appréciées et étudiées avec le plus grand soin.

(Signé) Aleksandar DIMITROV

-----